



Photo des FGD avec les femmes, jeunes et personnes adultes et âgées à Kolaboui

TROISIÈME SCAN DE CONFLITS

Boké Hèry : Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités locales et les communautés

République de Guinée, préfectures de Boké et Boffa

DÉCEMBRE 2018

Contact :

Koala Oumarou
Country Director
Search for Common Ground
Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune
Ratoma
Tél. +224 626 26 55 08
Email: okoala@sfcg.org

DIALLO Mamadou Dian
DME Coordinator Acting
Search for Common Ground
Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune
Ratoma
Tél. +224 626 26 54 85
Email: mdiandiallo@sfcg.org

Table des matières

Table des matières	2
Liste des abréviations	4
Résumé exécutif	5
Principaux résultats	5
Recommandations	6
1. Contexte	7
1.1. A Propos du projet	7
1.2. Objectifs du conflict Scan	7
1.3. Méthodologie	8
2. Résultats	9
2.1. Les principaux conflits à Boké et Boffa	9
2.2. Les types de conflits par zone	10
A Boké	10
A Boffa	11
2.3. Evolutions récentes	12
2.4. Perceptions globales du contexte sécuritaire	13
Conséquences de ces conflits	15
2.5. Les opportunités de paix à Boké et Boffa	16
Opportunités pour la paix	16
Les acteurs impliqués dans les conflits et la paix	17
3. Conclusions and Recommandations	20
3.2. Conclusions	20
3.2. Recommandations	21
4. Annexes	22
4.1. Méthodologie du conflict scan	22
4.2. Les conflits par zone, les acteurs impliqués et l'évolution du contexte	23

Liste des abréviations

AGR: Activités génératrices de Revenus

AGREM: Projet d'Appui à la Gouvernance et la Redevance Minière

Alufer: Bel-Air Mining

AMR: Alliance Minière Responsable

CBG: Compagnie des Bauxites de Guinée

CCLM: Cadres de concertation dans les localités minières

CHALCO: Aluminum Corporation of China Limited

CM: Compagnies minières

FGD: Focus Groupe de Discussion

GAC: Guinea Alumina Corporation

GIZ: Agence Allemande de Coopération Internationale

KII: Key informant interview

OSC: Organisations de la société civile

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

SMB: Société Minière de Boké

TEP: Tribunes d'Expression Populaire

TPE: Très petites entreprises

TP: Théâtres participatifs




Résumé exécutif

Boké et Boffa ont vu, ces dernières années, l'arrivée de plusieurs compagnies minières pour l'exploitation des ressources minières qui classe la région comme zone économique spéciale. Mais à cause de la faible satisfaction des attentes des populations locales liées à la présence et aux activités des sociétés minières, la zone a connu de fortes violences. C'est pour réduire ces conflits et favoriser un dialogue constructif entre les acteurs (compagnies minières, communautés et autorités), que Search a initié ce projet « Boké Hèry, Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre compagnies minières, autorités et communautés » soutenu par la GIZ à travers un financement du Ministère Fédéral Allemand pour la Coopération économique et le développement.

Ainsi, le *conflict scan* est une activité de ce projet sous forme d'étude réalisée chaque semestre pour étudier la dynamique des conflits dans ces zones minières en vue d'une orientation stratégique des actions du projet. La présente étude est le troisième *conflict scan* réalisé avec une approche qualitative dans 10 sites, 6 de Boké et 4 de Boffa, a touché 382 personnes, dont 122 femmes, à travers 82 KII et 30 FGD du 27 novembre au 13 décembre 2018.

Principaux résultats

Dans les différentes zones touchées par ce *conflict scan*, les conflits identifiés restent pratiquement les mêmes que ceux du 1er et 2ème *conflict scan* bien que les violences aient connu une chute à cause de la satisfaction progressive des revendications des populations et les mécanismes de concertation et de dialogue mis en place. Les conflits les plus récurrents sont les suivants :

-  **Les conflits liés à l'employabilité des jeunes autochtones ou à la précarité des emplois offerts**
-  **Les conflits liés au manque de services sociaux de base (eau, électricité, route)**
-  **Les conflits liés aux délocalisations et compensations individuelles et communautaires des impactés**

Conséquences des conflits identifiés

Les conflits liés à l'employabilité, au manque de services sociaux de base et aux délocalisations et paiement des compensations individuelles et collectives ont engendré plusieurs conséquences tels que : les Arrestations et poursuites judiciaires contre les jeunes dont un syndicaliste emprisonné et jugé/condamné ; la naissance d'une crise sociale entre les communautés qui affecte la cohabitation entre communautés de villages voisins ; l'arrêt instantané des activités socio-économiques ; le blocage fréquent des routes minières qui crée l'arrêt des activités minières ; le déficit de confiance entre autorités et communautés.

Recommandations

Aux Autorités et Communautés :

- Mettre en place les cadres de concertation dans les 7 zones non touchées et renforcer les capacités des 11 existants et poursuivre le dialogue et les concertations;
- Légiférer et vulgariser les textes d'application autour du contenu local et la responsabilité sociétale d'entreprise;
- Créer des conditions favorables à la transformation des produits miniers sur place pour absorber la main d'œuvre locale et promouvoir les AGR.

Aux compagnies minières

- Appuyer davantage les initiatives locales des jeunes et femmes relatives à la création des activités génératrices de revenus (AGR) et les Très Petites Entreprises (TPE);
- Mettre en place une stratégie de communication interne pour mieux informer sur les réalisations et les taxes et redevances payées à la communauté;
- Définir clairement les actions à réaliser pour les communautés impactées et organiser des évaluations participatives sur ce qui est fait et reste à faire.

A Search for Common Ground

- Vulgariser le contenu local et la responsabilité sociétale d'entreprise;
- Renforcer les connaissances et les capacités des Cadres de Concertation dans les Localités Minières (CCLM), autorités et les Organisations de la société civile (OSC) et communautés sur le contenu local, l'élaboration et l'évaluation des cahiers de charge, la responsabilité sociétale d'entreprise et les mécanismes de prévention des conflits pour leur appropriation;
- Poursuivre le déploiement des bulletins de Scorecard, les TEP et les TP.

1. Contexte

1.1. A Propos du projet

Search mène un projet de 24 mois intitulé « Boké Hèry, Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre compagnies minières, autorités et communautés » avec la GIZ financé par le Ministère Fédéral Allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) pour la période de Janvier 2017 à décembre 2018 et intervient dans les zones minières des préfectures de Boké et Boffa.

Ce projet a pour objectif général d'**accroître la compréhension des communautés impactées par les exploitations minières quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations et les accompagner dans la mise en œuvre de ces droits et dans la mobilisation autour de ces droits**. Cet objectif se décline en des objectifs spécifiques qui sont :

- **Objectif spécifique 1** : Accroître les capacités des acteurs clés¹ à prévenir et gérer les conflits miniers de manière pacifique, constructive et collaborative
- **Objectif spécifique 2** : Accroître la compréhension des populations quant à leurs droits et devoirs dans les zones minières et méthodes collaboratives de résolution des conflits
- **Objectif spécifique 3**. Mettre en place des mécanismes participatifs et inclusifs qui favorisent la mise en place de solutions collaboratives et la redevabilité

1.2. Objectifs du conflict Scan

Le conflict scan est un outil développé par Search dans le but d'analyser les conflits selon une approche rapide, pragmatique et régulière. Il permet à Search et aux parties prenantes de ses projets de comprendre les dynamiques des conflits ou initiatives de paix sur une courte période.

Ainsi, les objectifs de ce conflict scan sont les suivants :

- Recueillir les perceptions des communautés ainsi que des membres des compagnies minières quant à l'évolution des conflits liés à l'exploitation minière au cours des douze (12) derniers mois;
- Évaluer le niveau d'engagement des communautés et/ou des membres des structures minières dans le maintien de la cohésion sociale dans la région de Boké, au cours des douze (12) derniers mois;
- Répertoire les infrastructures sociales de paix existantes et l'impact cumulatif de leurs interventions dans leurs zones d'activité (CCLM et autres).

¹ Acteurs clés : la société civile, les parajuristes, les leaders communautaires, le personnel des compagnies minières et les autorités locales, dont les membres des CCLM et/ou CPD.

1.3. Méthodologie

Pour mener cette étude, une méthodologie basée sur l'approche qualitative a été utilisée du fait que l'équipe cherchait à recueillir les perceptions des acteurs (autorités, compagnies minières et communautés) sur le contexte changeant des conflits dans les préfectures de Boké et Boffa. Pour ce faire, les entrevues individuelles ont été organisés avec certains informateurs clés à travers le questionnaire d'entretien et les Focus Groupes de discussion à l'aide d'un guide de facilitation.

Les répondants à cette étude concernaient les autorités locales, les compagnies minières ou les employés des compagnies minières (AMR, CBG, GAC, CHALCO et Alufer) , les leaders des jeunes, religieux, leaders de femmes, les membres des OSC et CCLM.

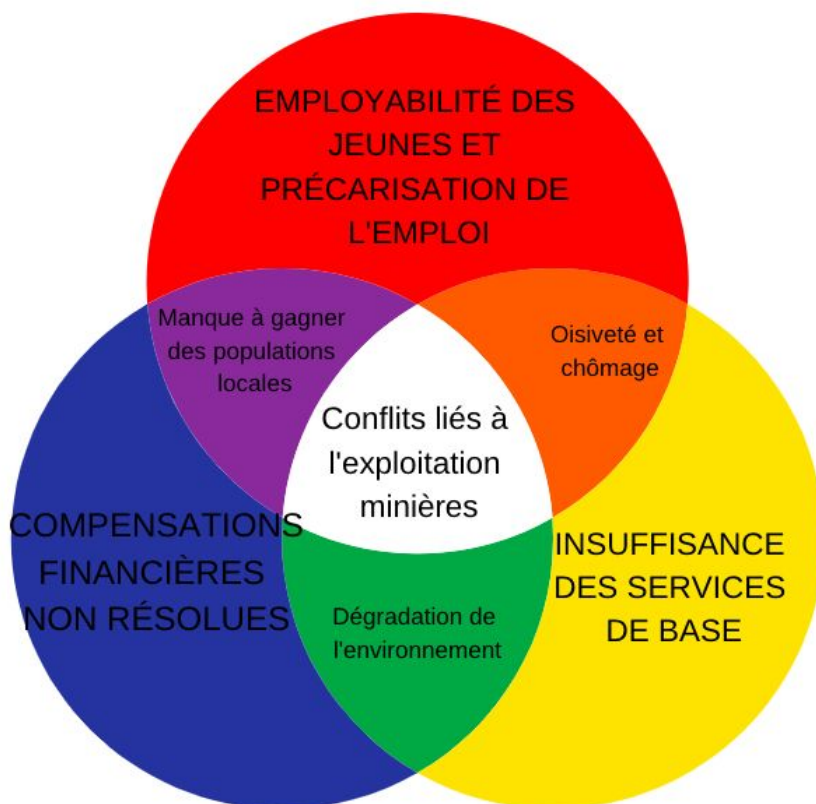
2. Résultats

2.1. Les principaux conflits à Boké et Boffa

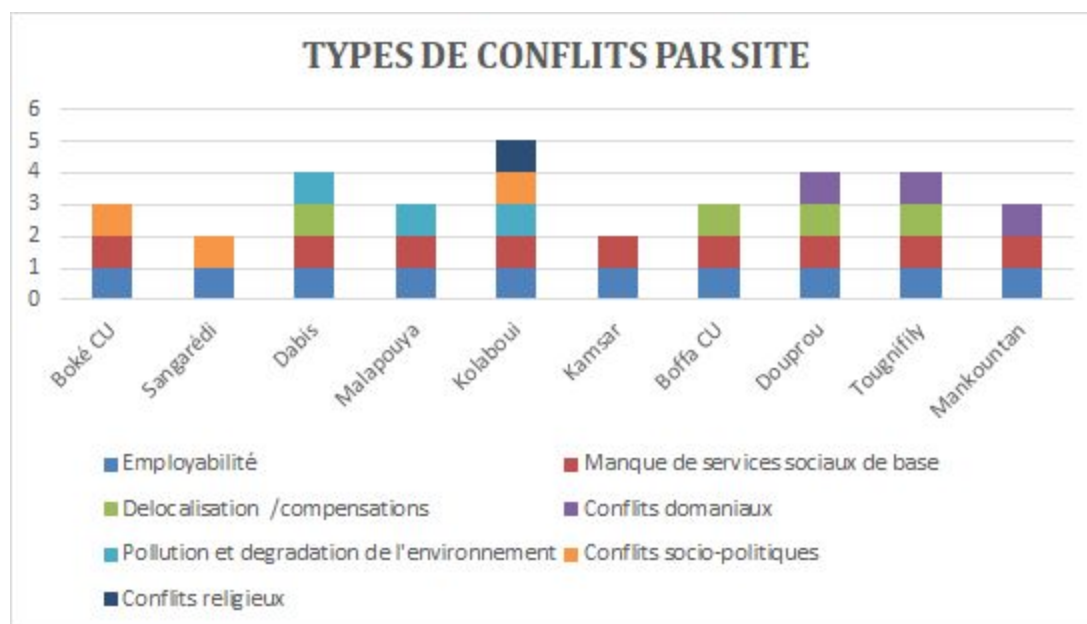
Dans les différentes zones touchées par ce *conflict scan*, les principaux conflits liés à l'exploitation minière identifiés (ou alimentés par la présence des projets miniers) sont les suivants :

- Les conflits liés à l'employabilité des jeunes autochtones ou à la précarité des emplois offerts ;
- Les conflits liés à l'insuffisance de satisfaction de services sociaux de base (eau, électricité, route, services de santé) ;
- Les conflits liés aux compensations individuelles et communautaires suite aux délocalisations ;
- Les conflits liés à la Pollution et à la dégradation de l'environnement.

Ces différents conflits restent les mêmes que ceux identifiés au second conflict-scan mais avec moins de violence et une fréquence plus grande avec une rapidité de résolution. Le schéma ci-après est un résumé des grands conflits identifiés (en majuscule) et leurs ramifications.



2.2. Les types de conflits par zone



L'employabilité est le conflit qui se retrouve partout suivi de l'insuffisance des services sociaux de base suivi de la délocalisation et compensations. Certains conflits sont présents dans les nouvelles zones d'exploitations minières qui sont sujettes à délocalisation notamment à Douprou, Tougnifily, Dabis et Mankountan.

A tout cela, s'ajoute le déficit et/ou le manque de communication par endroit entre les communautés et les compagnies minières entre compagnies minières, autorités et communautés sauf en cas de manifestations. Il faut signaler qu'à ce jour seulement 11 CCLM sont installés sur 18 prévus ce qui expliquerait en partie cet état de fait. En plus, certains répondants ont fait cas de la faible présence de l'Etat sur le terrain pour le maintien des relations efficaces entre les compagnies minières et les populations.

A Boké

Dans la préfecture de Boké notamment dans les six (6) localités cibles à savoir la commune urbaine de Boké, Kolaboui, Dabis, Malapouya, Sangarédi et Kamsar, huit (8) types ont été identifiés pendant ce conflit scan. De l'avis de nos répondants, ce sont les mêmes conflits qui sont produits dans ces six localités. Il s'agit des:

1. Conflits liés à l'employabilité des jeunes (autochtones) à Kamsar, Kolaboui, Sangarédi et Boké Commune Urbaine des communautés riveraines par les compagnies minières ;
2. Conflits liés au manque de services sociaux de base (eau, électricité, route, centre de santé) ;
3. Les conflits liés à la délocalisation des communautés et leurs compensations à Dabis.

Une femme leader de Groupement féminin participant à nos focus groupes à Boké affirme « *Les sociétés minières et les gens de Boké ne se comprennent pas du tout. Les frustrations à Boké ne font qu'augmenter car les gens n'ont pas la paix du cœur, il n'y a pas de stabilité de l'électricité, les promesses de l'eau et l'électricité n'ont pas été considérées, on souffre ici à Boké. Les conflits domaniaux ne finissent pas à Boké chaque fois il y'a vente des domaines des gens. Dans les villages de Boké il n'y a pas d'eau la population pleure et il n'y a pas de paix du cœur. Les grands hommes trompent les enfants, ils promettent et au final ils disent non. Il y a un manque de réconciliation ils divisent les gens pour régner. Il y'a des cohabitants qui ne se parlent pas* ». Alors que, lors de l'entretien, un leader de jeunes de Boké déclare que : « *Boké étant le poumon de l'économie nationale il y'a le manque d'emploi, les conflits domaniaux, les conflits liés à la délocalisation* ». Ces deux affirmations convergent avec les propos des autres interlocuteurs (Organisation de la Société Civile, jeunes, Femmes, autorités et Compagnies Minières) qui montre que la situation reste toujours marquée par les mêmes types de conflits enregistrés lors des premiers *conflict scan* et que les frustrations persistent dans toutes les zones même si les tensions ont baissé.

A Boffa

Les principales zones touchées par ce conflit scan que sont Tougnyfily, Douprou, Mankountan et la commune urbaine de Boffa sont confrontées à plusieurs types de conflits dont :

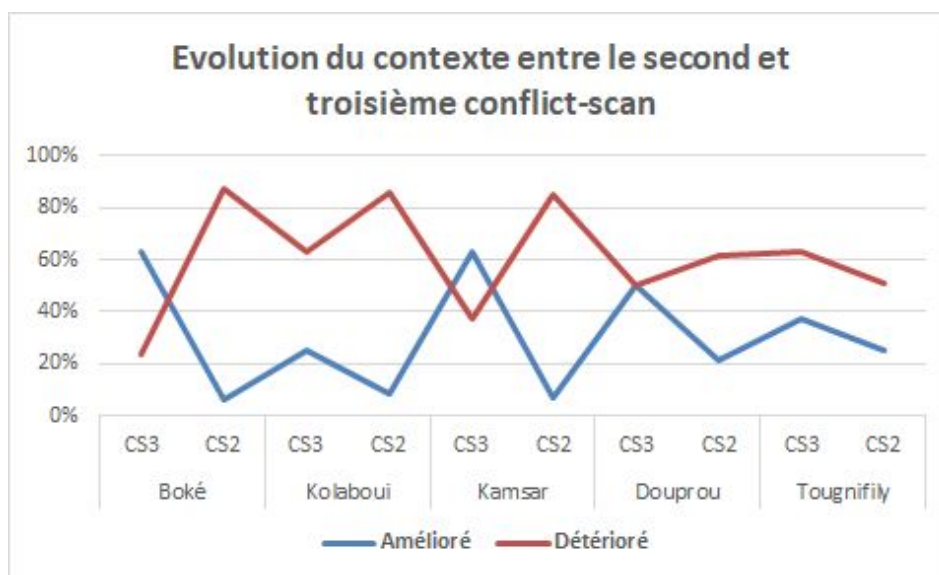
1. Les conflits liés à l'employabilité des jeunes (autochtones) des localités riveraines de la compagnie Alufer ;
2. Les conflits liés aux compensations des communautés impactées par les activités de la compagnie minière Aluminum Corporation of China Limited (CHALCO) en phase d'installation ;
3. Les conflits domaniaux autour des processus de compensation des communautés bénéficiaires.

De l'avis de nos répondants, parmi les conflits les plus fréquents, l'employabilité de jeunes (autochtones) est le plus récurrent au sein des localités touchées. Un répondant à nos entretiens à Tougnyfily « *Ici, la jeunesse a une plaie qui s'est infectée à cause du manque d'emploi, des promesses non tenues et des emplois précaires. Mais malgré cette plaie qui n'est pas prête à guérir, on a compris que ce n'est pas par la violence qu'on pourrait résoudre nos problèmes* ». Un répondant de Douprou soutient : « *A Douprou, entre jeunes et Alufer, c'est le non-respect du contenu local qui crée des conflits surtout le non recrutement des jeunes de Douprou au profit des jeunes de Conakry. Les contrats sont de courte durée malgré que le dégageant est effectué par nous. Pleins de points de revendication sont mis devant Alufer mais rien n'est fait au centre* ».

2.3. Evolutions récentes

Selon les perceptions des personnes touchées, le contexte des conflits s'est fortement amélioré au cours des douze (12) derniers mois dans les localités minières touchées par ce *conflict scan* notamment à Boké et Boffa. En effet même si les conflits persistent, la nature

violente et la durée ont connu une baisse significative à cause des leçons tirées des deux (2) premières manifestations majeures et à cela s'ajoute la satisfaction de certaines revendications et la mise en place des mécanismes inclusifs de prévention et gestion des conflits. Ainsi, selon les personnes interviewées, les efforts des autorités, des projets et Organisations de la société civile et ressortissants dans les dialogues, les sensibilisations ont fortement contribué à la baisse des violences bien que des manifestations sporadiques et spontanées persistent dans certaines zones à cause des délestages et la faible satisfaction des attentes et/ou revendications des populations en termes des services sociaux de base et de la création des emplois. Notons que ces conflits restent quasiment les mêmes que ceux identifiés pendant les deux premiers *conflict scan* mais les fréquences, les durées, les conséquences et les manifestations ont évolué en fonction du niveau de développement des entreprises et des activités minières (certaines sociétés passées de la phase d'exploration à l'exploitation) suscitant du coup de nouveaux types de conflits au cours des douze (12) derniers mois dans ces localités. Le contexte bien qu'ayant connu une baisse des violences et affrontements à cause des actions concertées des acteurs de paix et effets des sensibilisations et peur des représailles, reste fortement marqué par une forte frustration qui occasionne souvent des manifestations spontanées et sporadiques avec une multiplicité des interlocuteurs et la récupération des mouvements par des individus pour des raisons souvent personnelles. Quand même de l'avis des personnes interviewées, les manifestations sont devenues plus faciles à maîtriser qu'au début dans l'ensemble des zones visitées. Le graphique suivant ressort l'évolution du contexte des conflits dans les zones d'étude par rapport à l'année dernière.



Il y a une nette amélioration du contexte dans les zones touchées par les deux derniers conflict-scan car selon les répondants qui ont une perception que le contexte s'est amélioré, il y a une nette hausse dans cinq (5) zones et pour ceux qui pensent que la situation s'est détériorée on voit une nette régression dans les quatre (4) zones alors qu'à Tougnyfily il y a une augmentation de la part de ceux qui pensent que la situation s'est détériorée (51.20% à

63%) ce qui dénote la frustration généralisée et les manifestations régulières des jeunes à cause du début d'exploitation de Alufer.

Globalement, le contexte s'est amélioré dans plusieurs zones qui étaient très tendues en 2018, telles que Boké, Kamsar et Sangarédi. Cela est due à l'amélioration de la desserte en courant, de la médiation fréquente des autorités et des actions de concertation mais aussi l'accès à l'emploi de plusieurs leaders de jeunes qui étaient les activistes des manifestations dans les compagnies minières. Par contre, certaines zones continuent à avoir un climat social fortement détériorés, telles Malapouya, Kolaboui et Tounfily. Les raisons évoquées de cette détérioration sont les suivantes :

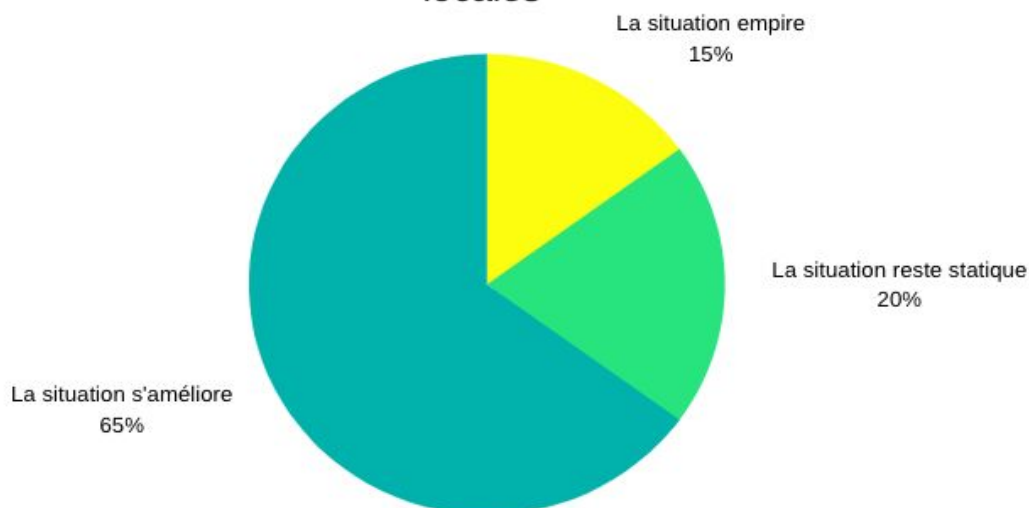
- Passage de la phase d'exploration à celle d'exploitation dans les zones de Tounfily, Malapouya qui augmente les exigences en termes d'emplois, la poussière et la dégradation de l'environnement
- La crise sociopolitique née des élections communales et communautaires à Kolaboui et la dégradation de l'environnement qui entraîne la chute de productivité des maraîchers à cause de la dégradation des cours d'eau.

Même si les types de conflits n'ont pas changé à Boké et Boffa, les formes et conséquences ont connu une amélioration en comparaison aux révoltes contre les autorités et les compagnies minières notamment dans la commune urbaine de Boké, Kamsar et Kolaboui pendant le mois de septembre 2017, la situation est plus stable par rapport au deuxième *conflict scan*. En effet, aucune manifestation majeure n'y a été signalée ces douze derniers mois en tout cas occasionnant une perte en vie humaine ou des destructions de biens publics et privés. Toutefois, des signes de frustration généralisée persistent surtout avec l'installation de nouveaux projets miniers et le début de la phase de production de certaines sociétés telle que Alufer Bel Air Mining, AMR et GAC qui suscitent de nouvelles attentes de la part des populations riveraines.

2.4. Perceptions globales du contexte sécuritaire

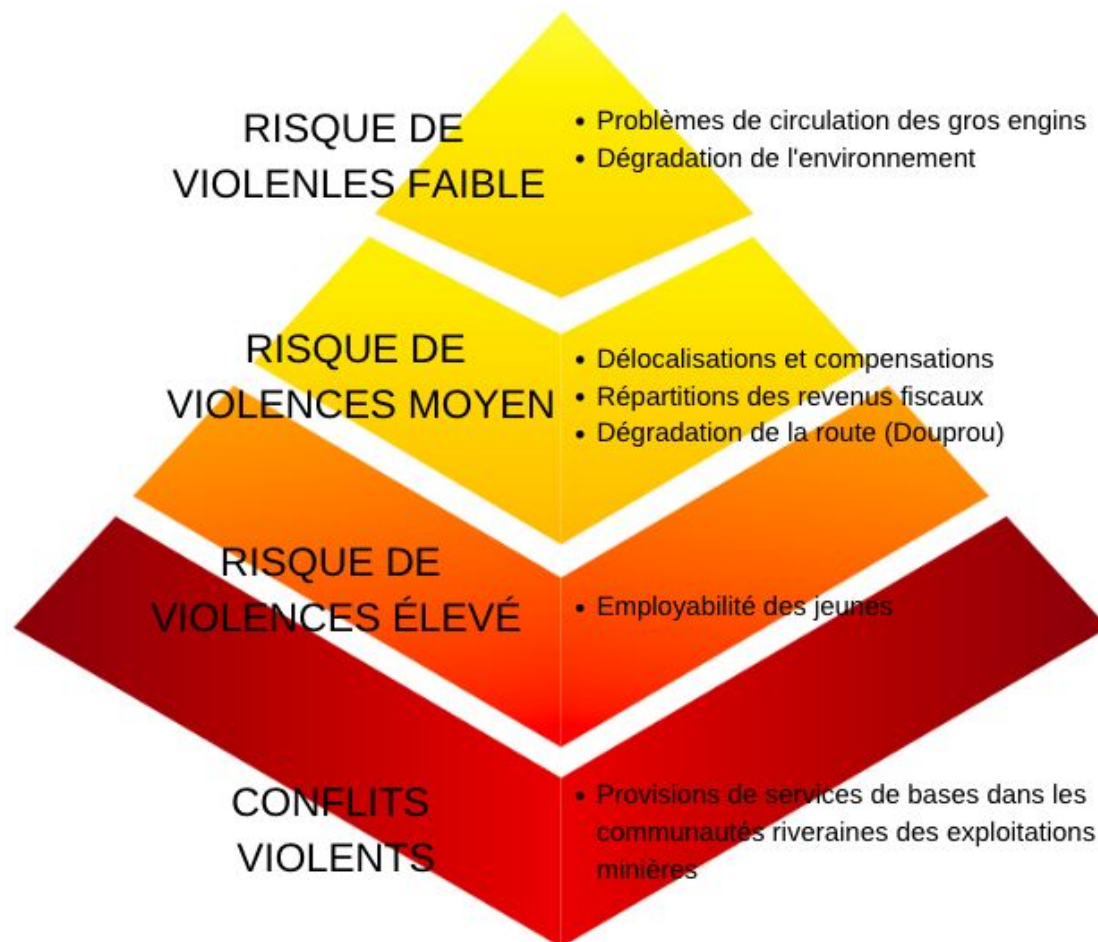
La grande majorité des populations (65%) sont d'avis que la situation sécuritaire va s'améliorer dans les prochains mois car, selon eux, la plupart des instigateurs des conflits que sont les jeunes commencent à prendre conscience des conséquences de participer aux manifestations violentes en se basant des conséquences causées par les premiers affrontements ayant conduits à des cas de morts, de blessés, de destruction de biens publics et privés et d'arrestations. Ces répondants sont dans des zones où certaines revendications commencent à être prises en compte (Boké, Kolaboui, Kamsar, Sangarédi) et ayant connu une amélioration de la desserte en électricité (19h à 6h), la construction de routes pavées sur l'axe Kolaboui-Baralandé) et le renforcement du dialogue par les autorités préfectorales, les comités de crise et les CCLM. Par ailleurs, la mise en place des nouveaux élus locaux a fortement calmer les tensions socio-politiques.

Perception de la situation sécuritaire par les populations locales



Pour ceux qui pensent que la situation va s'empirer (12%), ce sont les personnes des nouvelles zones impactées par les compagnies en phase d'installation qui attendent le paiement définitif des compensations (Dabis, Malapouya), les jeunes en quête d'emploi ou ceux qui sont licenciés, mais aussi ceux qui n'ont bénéficié d'aucun avantage de la présence des compagnies minières. La troisième catégorie (20%) qui pense que la situation va rester la même sont des personnes appartenant aux deux catégories extrêmes et qui sont à la fois sceptiques/frustrés ou neutres.

Ainsi, la représentation ci-dessous montre la répartition des conflits identifiés selon le niveau de risque dans les localités touchées par ce *conflict scan*.



Conséquences de ces conflits

Pour les autorités locales et administratives ainsi que les leaders communautaires, les exigences très élevées des populations et les campagnes de désinformation à travers la propagande des rumeurs sont les causes principales des conflits identifiés dans les zones minières. A ce niveau, il convient de préciser que les fils ressortissants des zones minières résidant à Conakry jouent un rôle déterminant dans la circulation des informations/ rumeurs sur les droits des communautés. Les populations se réfèrent souvent à eux pour obtenir des informations sur leurs droits et devoirs par faute de cadre et de mécanisme permanent de dialogue et de communication. Ces informations qui sont parfois étonnées ou qui n'ont pas de source ou base fiable influencent beaucoup les décisions et attitudes des acteurs des conflits au sein des communautés. Ainsi, ces différents conflits ont engendré des conséquences suivantes :

- L'arrêt instantané et fréquent des activités socio-économique, y compris celles des entreprises minières dans ces localités ;
- Les cas d'arrestations, d'emprisonnement et de condamnation des jeunes leaders et syndicalistes ;

- L'existence d'une crise sociale au sein des communautés qui se matérialise souvent par des querelles de leadership et des luttes d'intérêts particuliers ;
- La non-participation aux cas sociaux entre villages voisins qui se disputent des domaines collectifs impactés ;
- Le manque de confiance entre les autorités locales/ administratives et les populations qui font recours aux instances judiciaires de l'Etat pour les conflits domaniaux qui renforcent les fossés et les crises entre les populations en conflit et l'Etat.

2.5. Les opportunités de paix à Boké et Boffa

Opportunités pour la paix

Durant les douze (12) derniers mois, plusieurs opportunités sont réunies pour favoriser une paix durable et la cohabitation pacifique entre les différents acteurs (Autorités, Compagnie Minière et communautés) des zones touchées par cette dont entre autres :

- La volonté affichée de l'Etat à répondre aux attentes des populations en termes de services sociaux de base (route, courant, électricité) ;
- La construction des pavés sur la route Kolaboui vers Baralandé a réduit les poussières dans la zone traversée par les camions ;
- La volonté de certaines compagnies minière à améliorer la communication avec les populations à travers la participation de leur département de relations communautaires à tous les cadres de concertation communautaires et à informer les populations sur leurs activités, les redevances et les taxes payées ;
- La présence du Projet d'Appui à la Gouvernance et la Redevance Minière (AGREM) financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;
- Les appuis techniques offerts par la GIZ aux CCLM ainsi que les activités réalisées par le Projet "Boké Hèry" ;
- La nomination de nouvelles autorités administratives (préfet de Boké, sous-préfet de Kamsar) natifs de ces localités et la mise en place de nouveaux élus locaux ;
- En fin la signature du protocole d'accord entre syndicats et gouvernement pour la reprise des cours est un facteur qui peut apaiser les tensions au niveau des zones touchées.

Tout comme les deux (2) premiers conflict-scan, l'une des causes des conflits évoquées lors de cette étude est l'insuffisance de cadre de concertation permanent entre les différents acteurs. Même si 87% des répondants estiment qu'ils ont participé à des cadres d'échanges durant les douze (12) derniers mois, il faut signaler que ces cadres de dialogue sont organisés de façon périodique et la plupart par les ONG nationales ou internationales ou les comités de crise. Les CCLM mis en place dans 11/18 localités de Boffa et Boké constituent un espace pour le dialogue entre les différents acteurs malgré qu'ils ne soient pas tous fonctionnels et manquent de légitimité par rapport à certaines structures de jeunes ou de ressortissants qui sont plus respectées et écoutées. Mais les ONG, autorités et compagnies minières doivent

continuer de les valoriser pour avoir des interlocuteurs légaux et contrecarrer les trafiquants de conflits.

Voici l'affirmation d'un Responsable de la Préfecture de Boké lors d'une entrevue individuelle qui confirme cet état de fait : « *Une expérience sommaire, la présence des autorités préfectorales débloquent assez de conflits. Avec des négociations l'apport des religieux et des ONG telles que Search mais aussi l'intervention des forces de l'ordre ; les conflits ont progressivement diminué* ».

Les acteurs impliqués dans les conflits et la paix



Les acteurs des conflits et de paix restent les mêmes que ceux identifiés lors du second conflict scan mais élargies aux nouveaux élus des dernières élections locales. Cette situation a facilité la circonscription des acteurs pour réaliser des séances de sensibilisation pour la cohabitation pacifique entre les compagnies minières et les populations riveraines. Selon nos interlocuteurs, les catégories d'acteurs n'ont pas changé mais certains des acteurs au sein de ces catégories ont changé de rôle avec le changement de postures et de positions sociales. En effet, certains jeunes qui étaient très actifs dans les manifestations se font passer par des sensibilisateurs en jouant à l'apaisement pour empêcher les mouvements de revendication une fois employés par les entreprises minières. Ceci pousse les autres jeunes à prendre conscience du manque de sincérité de certains leaders à qui ils obéissent à l'œil et au doigt pour organiser des manifestations violentes qui à la fin ne profitent qu'à une poignée de personne et en exposant les autres aux conséquences souvent fâcheuses. Plusieurs interviewés affirment que c'est pour cela que les jeunes n'ont plus assez confiance aux différents comités/ structures revendicatives qui naissent autour des crises. Certains

responsables locaux considèrent les porteurs de ces structures comme des “businessmen” des crises qui jouent à la fois l’instigateur et les sapeurs-pompiers. Plusieurs acteurs sont impliqués lorsque survient un conflit avec des positions et des intérêts divergents. Parmi ces acteurs, il y a ceux qui sont directement ou indirectement concernés, ceux qui contribuent à leur apaisement et ceux qui les activent.

Ces acteurs ainsi que les ressortissants vivant à Conakry, comme l’ont témoigné nos répondants, contribuent de manière différente à la création des conflits dans les communautés impactées par les activités des compagnies minières. A titre d’exemple, les jeunes sont actifs dans les conflits liés à leur employabilité et la satisfaction des besoins des communautés en termes des services sociaux de base (eau et électricité). Par contre, les ressortissants des communautés impactées vivant à Conakry et hors du pays sont souvent les instigateurs des conflits autour du paiement et de la répartition des taxes et des redevances minières. En effet, environ 80 % des répondants estiment que les jeunes et les ressortissants des localités impactées ont contribué fortement à l’intensification des conflits au sein des communautés ces derniers temps.

Pour ce qui est des acteurs contribuant à la paix dans les zones minières de Boké et Boffa, les réponses des différents répondants montrent que les autorités et élus locaux à tous les niveaux (Préfet, Sous-préfets, maires, Présidents de districts ---) ont joué un rôle central dans les mécanismes de résolution des conflits à travers les comités de réflexion et de suivi des revendications des communautés, la cellule de crise, et de façon individuelle. A cela s’ajoute d’autres acteurs dont les jeunes, les CCLM, les sages et leaders religieux, les Organisations de la Société Civile de Femmes, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) nationales et internationales, les Ressortissants et les compagnies minières à travers les départements de relations communautaires.

Suite aux appuis apportés par le projet Boké Hèry avec l’appui de la GIZ pour combler le manque de dialogue entre les acteurs, la majorité des répondants ont estimé que projet a fortement contribué à l’apaisement à travers son approche de facilitation du dialogue inclusif entre compagnies minières, communautés et autorités. Sur les 81 répondants, 63% estiment qu’il y a des acteurs qui ont changé de comportements et d’attitude ceci montre les efforts dans le renforcement des capacités des structures de paix telles que les Cadres de Concertation dans les Localités Minières qui sont de plus en plus fonctionnels et les efforts de sensibilisation par les autorités locales, les ONG et les leaders dans l’ensemble. Un répondant aux entretiens à Boké affirme : « *Le contexte a peu changé. Avant, la société SMB faisait beaucoup de dégâts avec le transport des minerais par les camions. Mais cela a changé car aucun camion chargé ne circule la journée ou n’est aperçu. C’est pourquoi y a moins de dégâts, moins d’accidents de circulation depuis celui de Baralandé entre un chinois et une sage victime qui avait créé des remous. Depuis y a eu des mesures conduisant à des réductions de cas d’accidents* ». Ces témoignages corroborent avec la plupart des autres affirmations des populations. Cela dénote à suffisance la frustration, la désillusion des populations mais aussi les mesures d’amélioration en cours.

Cet état de fait peut également paraître comme l'expression des attentes très élevées et parfois infondées des communautés vis-à-vis des autres ; surtout envers les compagnies minières qui, parfois n'ont point la responsabilité juridique ou légale des demandes qui leurs sont adressées. Lors de l'entretien avec une société minière en installation à Boké, voici leur affirmation : « *Nous sommes confrontés à de sérieux problèmes dont les principaux sont entre autres : les attentes démesurées des communautés vis-à-vis des Compagnies Minières étant donné que les sociétés ne peuvent pas satisfaire toutes les populations en termes d'emploi, de services sociaux de base. A cela s'ajoute le manque de textes d'application sur le contenu local (clé de répartition des taxes superficielles--). C'est pourquoi, il faut que la population soit sensibilisée sur l'entrepreneuriat, la formation des jeunes pour une cohabitation apaisée* ».

De là, les compagnies minières estiment que les populations ont parfois des exigences et attentes assez élevées, notamment en termes d'emplois. Pour elles, la plupart des compagnies sont sur la phase d'implantation dans les localités et n'ont pas commencé les activités d'exploitation (cas de AMR à Boké et CHALCO à Boffa). Cela ne leur permet pas d'embaucher un plus grand nombre des personnes notamment les natifs de ces localités qui en majorité n'ont pas les qualifications requises. S'agissant de la satisfaction des populations en termes des services sociaux de base, les compagnies minières estiment que cela ne relève pas entièrement de leurs responsabilités mais plutôt de l'Etat.

A cela s'ajoute le manque d'interlocuteurs crédibles qui défendent les intérêts personnels et en quête de leadership au détriment de l'intérêt collectif. Souvent ce qui explique des manifestations spontanées et spontanées et non organisées qui rend les négociations difficiles. Parfois ceux qui sont devant pour négocier avec les CM sont les mêmes qui repartent derrière pour inciter. Cette multitude d'interlocuteurs coûte très cher en temps et en ressources aux entreprises qui parfois sont obligées de stopper leurs activités pendant 2 à 3 jours avec des conséquences que cela entraîne.

3. Conclusions and Recommendations

3.2. Conclusions

Ce conflict scan montre que les mêmes types de conflits enregistrés aux deux premiers scans demeurent et se résument principalement à l'employabilité des jeunes autochtones, le manque de services sociaux de base (eau, électricité, route), les paiements des compensations et délocalisations et à ceux-ci se greffent les conflits liés à la crise dans l'éducation et le retard de l'installation des élus locaux issus des élections du 4 février 2018.

Bien que le contexte conflictuel à Boké et Boffa ait connu une amélioration globale et une baisse des violences au cours des douze (12) derniers mois dans l'ensemble des zones touchées à cause des efforts des différents acteurs impliqués dans la transformation des conflits reste quand même marqué par la persistance des frustrations et des manifestations sporadiques et régulières qui sont devenues faciles à gérer.

Parmi les principales causes de ces conflits évoquées par les répondants, les facteurs suivants ont été ressorti :

- Le manque d'employabilité des jeunes autochtones des zones riveraines des sociétés minières ;
- La non satisfaction des attentes des populations en termes de services sociaux de base (eau, électricité, route, centres de santé) ;
- La dégradation de l'environnement et la pollution des cours d'eau.

Ces conflits ont engendré les conséquences suivantes :

- Les arrestations et poursuites judiciaires contre les jeunes manifestants et leaders dont un syndicaliste emprisonné et jugé/condamné ;
- Les répressions violentes et les sévices corporels lors des interventions des forces de sécurité ;
- La déchirure du tissu social entre les communautés qui affecte la cohabitation entre communautés de villages voisins ;
- Refus catégorique de se fréquenter et d'assister aux cas sociaux ;
- L'arrêt instantané des activités socio-économique, y compris celles des entreprises minières dans ces localités lors de la dernière manifestation ;
- L'existence d'une crise sociale au sein des communautés ;
- Le manque de confiance entre les autorités locales/ administratives et les jeunes.

Il y a lieu de noter que les acteurs des conflits et de paix restent les mêmes que ceux identifiés lors du second conflit scan mais élargies aux nouveaux élus des dernières élections locales. Cette situation a facilité la circonscription des acteurs pour réaliser des séances de sensibilisation pour la cohabitation pacifique entre les compagnies minières et les populations riveraines.

3.2. Recommandations

Aux Autorités et Communautés :

- Mettre en place les cadres de concertation dans les 7 zones non touchées et renforcer les capacités des 11 existants et poursuivre le dialogue et les concertations ;
- Légiférer et vulgariser les textes d'application autour du contenu local et la responsabilité sociétale d'entreprise ;
- Créer des conditions favorables à la transformation des produits miniers sur place pour absorber la main d'œuvre locale et promouvoir les AGR.

Aux compagnies minières :

- Appuyer davantage les initiatives locales des jeunes et femmes relatives à la création des activités génératrices de revenus (AGR) et les Très Petites Entreprises (TPE) ;
- Mettre en place une stratégie de communication interne pour mieux informer sur les réalisations et les taxes et redevances payées à la communauté ;
- Définir clairement les actions à réaliser pour les communautés impactées et organiser des évaluations participatives sur ce qui est fait et reste à faire.

A Search for Common Ground :

- Vulgariser le contenu local et la responsabilité sociétale d'entreprise ;
- Renforcer les connaissances et les capacités des Cadres de Concertation dans les Localités Minières (CCLM), autorités et les Organisations de la société civile (OSC) et communautés sur le contenu local, l'élaboration et l'évaluation des cahiers de charge, la responsabilité sociétale d'entreprise et les mécanismes de prévention des conflits pour leur appropriation ;
- Poursuivre le déploiement des bulletins de Scorecard, les TEP et les TP.

4. Annexes

4.1. Méthodologie du *conflict scan*

La méthodologie utilisée pour ce conflict-scan a été basée sur une approche principalement qualitative étant donné que l'objectif de l'équipe était de recueillir les perceptions des populations, compagnies minières et les autorités sur le contexte changeant des conflits, la situation sécuritaire, les acteurs de conflits et de paix et sur les mécanismes permettant de renforcer la collaboration et réduire les violences entre ces trois (3) types d'acteurs. Pour ce faire, 30 Focus groupes de discussion (FGD) ont été organisés dans les dix (10) zones touchées par l'étude à raison de 3 Focus groupes de discussion par site (1 pour les jeunes, 1 pour les femmes et 1 pour les adultes et personnes âgées) touchant 300 personnes dont 100 femmes et 82 entretiens individuels dont 22 femmes. Au total 382 personnes ont été touchées dont 122 femmes. A cela s'ajoute le personnel de 3 compagnies minières à savoir Alliance Minière Responsable (AMR), Aluminum Corporation of China Limited (CHALCO) et Bel-Air Mining (Alufer).

Equipe de collecte

La présente étude a été pilotée par le Coordinateur-DME-Acting assisté dans la collecte par l'Agent de terrain du Projet, le stagiaire du Projet et des Facilitateurs et mobilisateurs choisis dans chaque zone pour la mobilisation et la traduction.

Période, méthode de collecte et analyse de données

Le présent conflict-scan a eu lieu du 27 novembre au 13 décembre 2018. Puisque les données étaient collectées sur smartphone à l'aide du Kobo Collect, des tableaux Excel ont été générés pour une analyse de façon verticale et horizontale et le rapportage les deux (2) semaines qui ont suivi la collecte.

Limitations de l'étude

Les principales limites de l'étude sont les suivantes :

La non obtention de Rendez-vous avec les 3/6 des compagnies minières de Boké (Compagnie des Bauxites de Guinée CBG, la Société Minière de Boké-SMB et Guinea Alumina Corporation-GAC) pour indisponibilité.

Pour atténuer à cette insuffisance, l'équipe a pu rencontrer 3 compagnies minières sur les 6 prévues et à convier les travailleurs de ces compagnies et autorités Préfectorales aux groupes de discussion et entrevues individuelles à Sangarédi, Boké et Kamsar pour cerner les préoccupations et positions de ces compagnies. Aussi Search for Common Ground -SFCG s'est entendu avec elles de leur partager le draft du Rapport pour leur permettre d'insérer leurs inputs et commentaires au besoin.

4.2. Les conflits par zone, les acteurs impliqués et l'évolution du contexte

Zones d'étude	Types de conflits récurrents	Le contexte s'est détérioré (N=8)	Le contexte est inchangé (N=8)	Le contexte s'est amélioré (N=8)
Boké Commune urbaine	Employabilité, manque d'électricité et d'eau, conflits sociaux liés à la crise de l'éducation et aux élections locales	24 %	13%	63%
Sangarédi	Employabilité, retard dans l'installation des élus locaux, division ethnique, poussière	25%	12%	63%
Dabis	Employabilité, Conflits domaniaux, compensations communautaires, manque de route, pollution des cours d'eau, manque de courant	75%	0%	25%
Malapouya	Employabilité, conflits liés à l'impact du dynamitage sur les maisons (fissures), manque d'eau et d'infrastructures sociales et sanitaires	56 %	11 %	33 %
Kolaboui	Employabilité, Manque d'eau et de courant, pollution des cours d'eau, poussière sur les plantes, destruction des champs maraichers et plantations, conflits religieux et politiques	63%	12%	25%
Kamsar	Employabilité, manque d'eau et d'électricité	37%	0%	63%
Boffa, Commune Urbaine	Employabilité, manque d'eau et d'électricité	12%	0%	88%
Douprou	Employabilité, conflits domaniaux, manque de route, conflits liés à la délocalisation des pêcheurs	50%	0%	50%
Tougnifily	Employabilité, conflits domaniaux, manque de route	63%	0%	37%

Mankountan	Employabilité, conflits domaniaux, manque de route	37%	0%	63%
TOTAL		44 %	5%	51%